

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service risques et installations classées de Paris
et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot Curie
BP 102
92 013 NANTERRE CEDEX

Nanterre, le 27/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF

16 allée Marcel Paul
77 360 Vaires-sur-Marne

Références : 220425_GEN_EDF TAC_RapportInspection_signe_4608
220308_GEN_EDF_TAC_RapportInspection_POI_signe
Code AIOT : 0006506282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2023 dans l'établissement EDF implanté 3 rue André Blondel 92 230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection PPC

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF
- 212 avenue d'Argenteuil 92 230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0006506282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Centrale thermique de production d'électricité grâce à la combustion de gaz.
C'est une installation de secours qui répond à des périodes de pics de consommation d'électricité.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des dernières inspections du 10/02/2022 et du 28/03/2022
- Gestion des mesures de maîtrise des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Mise à jour des numéros de téléphone dans le POI	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Alarme	Code de l'environnement du 23/02/2022, article R512-29	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Combustibles autorisés et suivi des combustibles	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 3.1.6	/	Sans objet
5	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 7.4.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités résultant des inspections précédentes sont levées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/04/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.</p> <p>Ces informations sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et sont accessibles en toute circonstance.</p>
Constats : <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks à l'inspection des installations classées. Cet état des stocks fait mention des quantités maximales de produits et non des quantités stockées en temps réel sur le site. L'exploitant explique que la différence entre les quantités maximales et celles en temps réel est minime, car les quantités stockées sont faibles et évoluent très peu.</p> <p>Concernant le GNR, l'exploitant a aussi indiqué qu'il tient un fichier permettant de suivre sa consommation, ce qui permet de tenir à jour le remplissage de la cuve GNR diesel.</p> <p>La version de l'état des stocks présentée par l'exploitant date de fin 2022, suite à la dernière mise à jour du POI de l'établissement.</p> <p>Un plan général des stockages a également été présenté à l'inspection des installations classées. Ce plan est également affiché en salle POI.</p> <p>La non-conformité est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour des numéros de téléphone dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61
Thème(s) : Risques accidentels, téléphone
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 10/02/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/04/2022

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. (affichage obligatoire).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que les numéros du gardien et de la DRIEAT ont bien été mis à jour et intégrés dans l'annuaire de l'établissement depuis la dernière inspection.</p> <p>L'exploitant a présenté cet annuaire sous forme numérique et sous forme physique, sur site au poste de gardiennage ainsi que dans la salle POI.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'établissement la procédure à suivre :</p> <p>Les coordonnées de la DRIEAT doivent être mises à jour et être utilisées conformément à la procédure suivante : le numéro à appeler en journée est celui du Service Interministériel de Défense et de la Protection Civiles (SIDPC) de la Préfecture. En cas de non-réponse et pendant les heures non ouvrées : appeler le numéro d'astreinte DRIEAT.</p> <p>La non-conformité est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : alarme

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/02/2022, article R512-29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, alarme</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/02/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 08/03/2022
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan d'opération interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en œuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans un courriel à l'inspection des installations classées datant du 07/04/2022, l'exploitant a expliqué que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le prestataire en sécurité industrielle ADF Systèmes est intervenu le 21/03/2022 et a effectué différents tests sur la sirène, ces derniers révélant une chute de tension liée à une défaillance des batteries. L'exploitant a joint au courriel le PV d'intervention d'ADF Systèmes. - les batteries ont été remplacées et un essai sirène a été réalisé et est concluant. <p>Dans un autre courriel datant du 07/12/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le bon de commande des nouvelles batteries, ce dernier faisant apparaître la date de livraison des batteries, le 23/03/2022. Le remplacement des batteries a eu lieu le lendemain par l'un des agents de l'établissement selon l'exploitant.</p>

Par ailleurs, l'exploitant a expliqué que la sirène est vérifiée tous les 1er mercredi du mois.
La non-conformité est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Combustibles autorisés et suivi des combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 3.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Combustibles autorisés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant énumère dans un document relatif aux combustibles les types de combustibles utilisés et précise pour chacun leur nature. Il réalise la caractérisation initiale complète du gaz utilisé au moins pour les paramètres énumérés ci-dessous et conformément aux normes EN. Les normes nationales, les normes ISO ou d'autres normes internationales peuvent être utilisées, pour autant qu'elles garantissent l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente. La caractérisation initiale et le contrôle régulier du combustible peuvent être effectués par l'exploitant ou par le fournisseur du combustible. Dans la dernière hypothèse, les résultats complets sont communiqués à l'exploitant sous la forme d'une fiche produit (combustible) ou d'une garantie du fournisseur. Les substances ou paramètres à caractériser sont les suivants : Pouvoir Calorifique Inférieur (PCI), Méthane (CH₄), Éthane (C₂H₆), Hydrocarbures comportant trois atomes de carbone (C₃), hydrocarbures comportant quatre atomes de carbone ou davantage (C₄+), Dioxyde de carbone (CO₂), Azote (N₂), et indice de Wobbe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans un courriel du 17/05/2022 à l'inspection des installations classées, l'exploitant a expliqué que lors de la précédente inspection du 25/04/2022 il n'avait pas transmis les fiches de produit GRT Gaz mais un fichier reformaté utilisé en interne sur lequel n'apparaissait pas l'indice de Wobbe. Dans le même courrier, l'exploitant a transmis les analyses combustibles journalières fournies par GRT Gaz sur toute l'année 2021. L'indice de Wobbe apparaît bien sur ces fichiers sources.</p> <p>Dans un autre courriel du 07/12/2023 faisant suite à l'inspection du 24/11/2023, l'exploitant a transmis les dernières analyses fournies par GRT Gaz sur le mois de novembre 2023. L'indice de Wobbe apparaît toujours sur ces analyses.</p> <p>La non-conformité est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2012, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des anomalies et défaillances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant.</p> <p>Ces anomalies et défaillances doivent :</p>

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont leur application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées.

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus sur la période écoulée.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le logiciel Asther, qui est un outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).

Toutes les anomalies/défaillances relatives à des mesures de maîtrise des risques (MMR) sont recensées dans Asther grâce à des tags spécifiques à chaque équipement. Une fois recensées dans le logiciel, un ordre de travail est renseigné afin de spécifier les missions à exécuter pour régler l'anomalie.

Une réunion entre les équipes de Maintenance, d'Exploitation et de QSE de l'établissement se tient tous les matins, et un point sur les défaillances relevées est à l'ordre du jour.

La hiérarchisation des niveaux de priorité, déterminés en fonction de l'impact sur la fonction de sécurité, est aussi discutée lors de ces réunions.

L'exploitant a également présenté à l'inspection des installations classées un tableur Excel qui recense toutes les anomalies et les défaillances signalées dans l'année. Les anomalies sur les MMR y sont identifiées. Ce tableur sert à établir un bilan annuel et global des anomalies recensées là où le logiciel Asther permet de visualiser en temps réel les anomalies qui sont signalées, en cours de traitement ou traitées. Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le bilan de l'année 2022, le bilan de 2023 n'ayant pas encore été dressé.

Ce tableur permet à terme de faire des statistiques sur la gestion et la récurrence des anomalies au fil des années.

Enfin, l'exploitant a indiqué que les anomalies recensées jusqu'à présent n'ont engendré aucune remise en cause organisationnelle relative aux MMR.

L'inspection n'a pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite